

LE FILS DU GÉNÉRAL DALLA CHIESA
ACCUSE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE
SICILIENNE D'ÊTRE RESPONSABLE
DE LA MORT DE SON PÈRE

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ;
Canada, 1,10 \$; C.R.D.-P.T. 275 F C.R.D. ;
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grèce, 50 dr. ;
Irlande, 2,50 Ir. ; Italie, 200 L. ; Japon, 200 ¥ ;
Liban, 1,50 L.L. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 50 kr. ;
Pays-Bas, 1,50 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 50 p. ;
Suisse, 1,40 fr. ; T.C. 100 cent. ; Venezuela, 200 B.

Tarif des abonnements page 9
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 13
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les électeurs néerlandais et les euromissiles

Les résultats des élections législatives anticipées qui ont eu lieu mercredi 8 septembre aux Pays-Bas devraient plutôt consolider la position des partisans de l'installation des euromissiles sur le territoire néerlandais. Les enseignements parfois contradictoires du scrutin engagent toutefois à la prudence.

Le parti qui redevient le plus important numériquement, le P.V.D.A. (socialiste) de M. Joop den Uyl, n'avait pas fait mystère de son opposition à la modernisation de l'arsenal nucléaire de l'OTAN. Ses dirigeants considéraient en effet que l'équilibre de la terreur est désormais suffisant pour dissuader l'un ou l'autre camp de déclencher le feu nucléaire, et que l'avance prise par les Soviétiques avec les SS-20 n'a pas créé un écart tel avec les forces de l'alliance que celle-ci se trouve rompue de façon significative. Quelque 30 % d'électeurs ayant fait confiance au P.V.D.A., sans parler de ceux qui se sont prononcés en faveur de plus petites formations elles aussi hostiles, à des degrés divers, aux euromissiles, voire à toute forme d'armement, il serait excessif de prétendre que les projets de l'OTAN viennent d'être plébiscités par l'opinion néerlandaise.

Il n'en demeure pas moins que la formation qui présentait le « profil atlantique » le plus clair et le plus unitaire, le parti libéral conservateur (V.V.D.), est aussi celui qui enregistre la poussée de loin la plus spectaculaire. Cette progression, certes, tient au moins autant à ses positions économiques. Et aussi probablement au fait qu'il était le seul des quatre grands partis à ne pas avoir participé à la laborieuse expérience gouvernementale qui avait suivi les élections législatives de mai 1981.

Quant au chef du gouvernement sortant, M. Van Agt, qui passe de longue date pour un chaud partisan de l'implantation des 48 fusées de l'alliance atlantique sur le sol de son pays, sa position personnelle ne devrait guère être affectée, sur ce point, par le recul, léger mais réel, de l'électorat de son parti démocrate-chrétien. Le C.D.A. pouvait en effet, plus que d'autres, en raison de sa référence chrétienne et de ses divisions, pâtir de la campagne lancée par des organismes comme le Conseil interconfessionnel pour la paix, qui préconisait de ne voter que pour des partis hostiles à l'implantation des euromissiles. Au regard de l'ampleur de la campagne pacifiste au Pays-Bas, et s'agissant d'un parti qui est mieux placé qu'aucun autre pour connaître l'usage du pouvoir, la perte de trois sièges peut difficilement passer pour un désaveu sur cette question.

Mais surtout, la possibilité de constituer avec le V.V.D. une coalition à dominante nettement plus atlantique que la précédente, à laquelle participaient socialistes et libéraux de gauche, peut permettre à M. Van Agt, s'il est finalement reconduit, de faire prendre à son futur gouvernement la décision que demande l'OTAN depuis décembre 1979, et qui a toujours été différée jusqu'à présent. Ce sonnet de mettre un terme à des hésitations qui, selon le premier ministre sortant, nuisent gravement à la crédibilité de la Haye comme membre de l'alliance, pourrait d'ailleurs achever de détourner M. Van Agt de tout nouvel accord avec le P.V.D.A., et même avec les Démocrates 66 (libéraux de gauche). Même si sa politique économique et sociale risque d'avoir grand besoin d'une caution de gauche.

(Lire nos informations page 4.)

Le sommet arabe a dégagé un consensus impliquant l'acceptation de l'existence d'Israël

- M. Begin veut faire approuver son refus du « plan Reagan » par des élections anticipées
- La Syrie serait prête à évacuer le Liban

Le jour même — mercredi 8 septembre — où, au cours d'un grand débat à la Knesset, M. Begin faisait envisager son intervention au Liban et envisageait des élections anticipées, le sommet arabe de Fès parvenait à un consensus sur un plan de règlement au Proche-Orient. Les chefs d'Etat, ou leurs représentants, de tous les pays arabes, à l'exception de l'Égypte et de la Libye, se seraient ralliés à une version légèrement amendée du « plan Fadh », qu'ils avaient repoussé lors de leur précédente réunion. Aucun texte officiel de ces résolutions n'avait encore été publié ce jeudi en fin de matinée, et les chefs

de délégation devaient avoir une ultime réunion en début d'après-midi.

Toutefois, il est certain que le sommet a pris en compte les suggestions de M. Reagan, et que les résolutions adoptées impliquent — comme le « plan Fadh » — et avec l'accord de l'O.L.P. — l'acceptation de l'existence d'Israël, et qu'elles vont permettre l'ouverture d'une négociation entre Washington et ses alliés arabes. Bien qu'aucune réaction officielle ne soit encore envisagée à Jérusalem, le rejet du « plan de paix arabe » par M. Begin, déjà hostile aux suggestions beaucoup plus limitées de M. Reagan, ne fait aucun doute.

D'autre part, le sommet de Fès a admis le principe du retrait de toutes les forces étrangères du Liban, israéliennes certes, mais aussi — avec l'accord de Damas — de l'armée syrienne qui y est stationnée sur mandat arabe en tant que Force arabe de dissuasion (FAD). Beyrouth se félicite de cette décision et attend de la nouvelle mission de l'ambassadeur américain M. Habib — qui commencera le 24 septembre, au lendemain de la prise de fonctions du président Gemayel — une rapide négociation des modalités de départ des Syriens. Leur présence dans la Bekaa a donné lieu, mercredi, à un nouvel affrontement avec les forces israéliennes.

Fès : un compromis avec Washington ?

De notre envoyé spécial

Fès. — « C'est le premier sommet au cours duquel nous avons réellement dégagé un consensus sur les questions essentielles concernant l'ensemble du monde arabe, à l'exclusion des différends bilatéraux », nous a déclaré, visiblement satisfait, l'un des participants à la conférence de Fès, quelques heures avant qu'elle ne se termine, ce jeudi 8 septembre.

Les chefs de délégation avaient en effet choisi d'ignorer de nombreux points figurant à l'ordre du jour (le Monde du 8 septembre) pour se concentrer sur deux ou trois seulement. Ils ont établi un « plan de paix arabe » qui combine des éléments du « plan Fadh » et du « plan Bourguiba ». Il confirme ainsi deux points : l'O.L.P. est le seul représentant légitime du peuple palestinien et ce dernier a droit à un Etat qui serait situé en Cisjordanie et à Gaza. La contrepartie serait, évidemment, la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Les dirigeants arabes envisageraient aussi d'envoyer une délégation à Washington pour présenter ce texte au président Reagan et examiner avec lui les possibilités de rapprocher des leurs ses propres propositions. Celles-ci refusent expressément la création d'un Etat palestinien mais envisagent simplement l'accroissement de l'autonomie aux habitants de Cisjordanie et de

Gaza. Le président syrien Hafez el-Assad s'est montré hostile à une telle démarche et les discussions se sont poursuivies tard dans la nuit à ce sujet.

Les dirigeants palestiniens renoués nous ont déclaré qu'ils étaient dans l'ensemble satisfaits de ce plan.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 3.)

Jérusalem : prendre de vitesse les travaillistes

De notre correspondant

Jérusalem. — En déclarant inéluctablement devant la Knesset le 8 septembre, qu'il envisageait de provoquer, en mai ou en juin l'an prochain, des élections anticipées, M. Begin a confirmé sa volonté de combattre coûte que coûte les propositions de paix du président Reagan, mais il a, en même temps, avoué implicitement qu'il était désormais sur la défensive et dans une position difficile.

Le premier ministre semble

estimer, en effet, qu'il a besoin de trouver auprès de l'Occident les forces nécessaires pour résister à l'initiative américaine, dont la signification paraît chaque jour plus grande aux yeux de beaucoup d'Israéliens, surtout depuis que les incursions concordantes en provenance du sommet de Fès augmentent leur inquiétude.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

LA FIN DE L'ASSEMBLÉE DU F.M.I.

Le danger de la déflation

par PAUL FABRA

né ce jeudi 9 septembre, à Toronto.

Seul parmi les représentants du monde industrialisé, le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, a paru estimer que les éléments positifs l'emportent sur les problèmes à résoudre, soulignant les progrès réalisés, selon lui, accomplis dans la lutte contre l'inflation aux États-Unis et dans d'autres pays, et en prévoyant pour un avenir proche une reprise vigoureuse et durable de l'économie américaine.

Si cette reprise devait effectivement avoir lieu dans des conditions aussi favorables, elle serait évidemment de nature à atténuer bien des difficultés. Toutefois, force est de constater que l'optimisme de M. Regan n'a pas renversé le « tifo » et qu'il semble en être difficile à justifier.

Dependant la réunion de Toronto n'a pas été sans résultats, même si ce qui est attendu des décisions qui en découleront n'est sans doute pas à la hauteur des problèmes à résoudre, étant entendu qu'il est des situations qui ne peuvent être redressées sans de longs et douloureux efforts. Il est pratiquement acquis, ce qui se faisait pressentir avant l'assemblée générale, qu'un accord sera conclu, dès avril 1983 — et non pas à la fin de l'année pro-

chaine — au sujet de l'augmentation des ressources du Fonds.

Les quotas-paies des pays membres seront sans doute augmentés d'au moins 50 %, bien que Washington continue à plaider pour un pourcentage plus modeste, et il est probable que le F.M.I. sera, en outre, autorisé à emprunter des ressources supplémentaires, conformément au projet présenté par les États-Unis.

(Lire la suite page 25.)

Coups de théâtre chez Talbot

- M. Aurooux obtient la réintégration des licenciés
- La C.S.L. refuse leur retour à l'usine de Poissy

(Lire page 23.)

Le privilège de M. Michel Rocard

(Lire page 24 l'article de Jean-Yves L'HOMEAU.)

« UN AMOUR DE SOI », un roman proustien

L'éclat de Serge Doubrovsky

Longtemps professeur dans une université de New-York et maintenant dans une université parisienne, Serge Doubrovsky s'est d'abord fait un nom dans la critique. Sa thèse sur Corneille, son essai sur Proust et « Le Plac de la Madeleine », ses recueils d'articles, l'ont imposé. Mais il est un de ces universitaires que la création personnelle tente encore plus que le commentaire d'autrui. Aussi, parallèlement à son œuvre d'essayiste, il mène une œuvre de romancier.

Après un recueil de récits distancés (« Le Jour 5 », Mercure de France, 1963), il s'est mis à faire de sa vie la matière même de ses romans. Cela nous a valu « La Dispersion » (Mercure de France, 1969), qui narrait l'amour de jeunesse rompu par le sort, puis « Fils » (Gallimard, 1977), où il réglait ses comptes avec son enfance et sa mère. Leurs recherches de composition et d'écriture rendaient difficiles ces livres, bien accueillis par la critique.

Aujourd'hui, « Un amour de soi », où retentit une référence proustienne, conte avec drôlerie et férocité un échec amoureux vécu aux alentours de la cinquantaine. L'auteur, que l'on reconnaît parfaitement, assure que tout y est vrai. Nous sommes donc hélas en plein réalisme. Mais, par l'effet d'une longue qui joue avec elle-même jusqu'à l'ivresse, nous sommes en pleine littérature.

Jamais, il ne semble, Serge Doubrovsky n'a réuni aussi parfaitement ses deux aspirations : dire la vie comme elle est et lui donner forme et cohérence par un style. Simplifié par rapport aux livres précédents, « Un amour de soi », que nous présentons en page 14 du « Monde des livres », fouille le rapport fondamental homme-terre, tout en passant au crible notre civilisation. Par sa qualité, son acuité, ses provocations mêmes, il éclate dans notre rentrée.

JACQUELINE PIATIER.

Tel qu'en lui-même
BARTHES
L'obvie et l'obtus
Essais critiques III
Collection « Tel Quel »
AUX ÉDITIONS DU SEUIL

AU JOUR LE JOUR

Pub

L'Union soviétique a publié deux pages publicitaires dans l'Humanité, pour vanter sa réussite économique et promouvoir la nécessité d'une coopération réciproquement avantageuse avec la France. On aurait compris que cette « pub » figure, comme antidote, dans tel ou tel journal résolument antisoviétique et antisocialiste primaire. Mais pourquoi dans l'Humanité ? Il est impossible qu'il y ait encore des lecteurs de ce quotidien pour ignorer que le bilan de l'Union soviétique est globalement positif. C'est de l'argent jeté par les fenêtres.

BRUNO FRAPPAT.

Au conseil des ministres
L'ADAPTATION DU CADRE
A DE NOUVELLES MESURES

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 8 septembre à l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a présenté le projet de loi relatif à l'adaptation du cadre à de nouvelles mesures. Le conseil a adopté ce projet à l'unanimité.

ADOPTION DU PROJET DE LOI
SUR LA DÉCENTRALISATION
OUTRE-MER

Le conseil des ministres s'est réuni jeudi 9 septembre à l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a présenté le projet de loi relatif à la décentralisation outre-mer. Le conseil a adopté ce projet à l'unanimité.

les vacances,
ANQUILLE.

2000
le vol

EUROPE DIPLOMATIE

élections législatives coalition

Le nombre (ou siègeront également) a huit partis, dont un seul, la droite, est au centre d'une coalition, de sept sièges, et la gauche régresse de huit.

Le scrutin législatif, qui se tient le 12 septembre, est une élection partielle, mais demeure électorale, car elle est liée à la démission de M. De Michel.

Le scrutin législatif, qui se tient le 12 septembre, est une élection partielle, mais demeure électorale, car elle est liée à la démission de M. De Michel.

Un « tour de piste » socialiste ?

Le scrutin législatif, qui se tient le 12 septembre, est une élection partielle, mais demeure électorale, car elle est liée à la démission de M. De Michel.

Italie

Le fils du général Dalla Chiesa accuse la démocratie chrétienne sicilienne d'être « responsable » du meurtre de son père

De notre correspondant

Rome. — Après avoir tenu et indigné l'assassinat du général Dalla Chiesa tend à provoquer de sérieux polémiques tant au niveau national que local, au centre desquelles se trouve la démocratie chrétienne sicilienne. Dans une interview publiée mercredi 8 septembre par la Repubblica, le fils du général, M. Nando Dalla Chiesa, a notamment accusé violemment cette dernière : « Je pense, a-t-il déclaré, à propos de l'assassinat de mon père, que ce fut un délit politique décidé et commis à Palerme. Ni moi ni les autres membres de ma famille ne sommes intéressés à savoir qui sont les tueurs, s'ils sont venus de Catane, de Bagheria ou de New-York. Ce que nous voulons, c'est que soient punis les responsables, qui, à mon avis, doivent être recherchés dans les rangs de la démocratie chrétienne sicilienne ».

Affirmant que, contrairement à ce qui est soutenu par certains, la Mafia « est connue » et qu'à Palerme « tous savent qui sont les mafiosi, de quoi ils s'occupent », le jeune professeur, qui est auteur d'un livre sur la Mafia, a déclaré que son père avait été assassiné parce qu'il était le premier préfet à déclarer en public, lors de la commémoration de Russo (un colonel des carabinieri assassiné en juillet), que la complicité était la Mafia et que la Mafia était une réalité qui mêlait pègre et politique.

Le « fils » du général Dalla Chiesa, qui a été assassiné parce qu'il réussissait peu à peu à mobiliser les palermitains contre la criminalité organisée. Mais, a-t-il précisé, il n'est pas dans son combat contre le terrorisme. Il avait tous les partis avec lui, la démocratie chrétienne en tête, « cette fois à peine arrivé à Palerme, il a compris, sent, qu'une partie de la D.C. non seulement ne le couvrait pas mais encore était contre lui ». M. Dalla Chiesa a d'autre part ajouté que son père avait découvert, peu après son arrivée, que même des employés de la préfecture étaient apparentés à des clans de la Mafia.

Le « fils » du général Dalla Chiesa, qui a été assassiné parce qu'il réussissait peu à peu à mobiliser les palermitains contre la criminalité organisée. Mais, a-t-il précisé, il n'est pas dans son combat contre le terrorisme. Il avait tous les partis avec lui, la démocratie chrétienne en tête, « cette fois à peine arrivé à Palerme, il a compris, sent, qu'une partie de la D.C. non seulement ne le couvrait pas mais encore était contre lui ».

Grande-Bretagne

Les syndicats condamnent la tentative du parti travailliste de définir une politique des revenus

De notre correspondant

Brighton. — Au congrès de Brighton, la gauche des syndicats, le mercredi 8 septembre, remportée à propos du principe d'une politique des revenus, une victoire qui pourrait être lourde de conséquences pour le parti travailliste. Par une majorité de six millions de mandats contre quatre millions, le congrès a en effet adopté une motion présentée par la Fédération des travailleurs du bâtiment par laquelle il s'oppose à toute négociation sur les salaires avec ce gouvernement ou avec un autre.

La référence au gouvernement conservateur n'est qu'une clause de style car Mme Thatcher n'a jamais envisagé de discuter avec les syndicats une politique globale des salaires. Elle s'efforce plutôt, par une attitude très ferme dans le secteur public, d'encourager le patronat à résister aux demandes d'augmentation dépassant ou même approchant la hausse des prix. La motion vise en fait un éventuel gouvernement travailliste. Pour accroître leur crédibilité économique, et pour convaincre les électeurs que les grèves et la négociation d'une sorte de « contrat social » avec un futur gouvernement de gauche. M. Peter Shore, chancelier de l'Echiquier du cabinet fantôme, s'est déclaré convaincu que le vote de cette motion pouvait être révisé au prochain congrès. En attendant, la majorité du TUC a enlevé au parti travailliste un de ses principaux arguments électoraux.

Ces contradictions, courantes dans les congrès du TUC, amènent les dirigeants travaillistes à penser que les syndicats pourraient se prêter tout de même à la négociation d'une sorte de « contrat social » avec un futur gouvernement de gauche.

ASIE

Inde

Cheikh Abdullah « le lion du Cachemire » est mort

De notre correspondant

New-Delhi. — Cheikh Mohammed Abdullah, chef du gouvernement de l'Etat du Jammu et Cachemire, a succédé à une crise cardiaque, mercredi soir 8 septembre, à Dringgar, à l'âge de soixante-sept ans. Le premier ministre, Mme Gandhi, s'était rendu lundi à son chevet. Son fils aîné, Farooq, quarante-cinq ans, qui venait d'entrer au gouvernement local, lui succédera à la tête d'un Etat dont il a dominé la scène politique pendant un demi-siècle. Le gouvernement central a décrété un deuil national de deux jours.

Incarnation du nationalisme cachemir, « le lion du Cachemire », ainsi qu'il avait été baptisé, était dans une famille modeste, à Soura, près de Srinagar, le 5 décembre 1905. A peine achevés ses études à l'université musulmane d'Aligarh, il se plongea dans la vie politique, en juillet 1931, en lançant un mouvement d'agitation contre l'administration britannique de l'époque, dénonçant la discrimination dont étaient victimes les musulmans pourtant très largement majoritaires. Il fonde ensuite The Jammu and Kashmir Muslim Conference qui deviendra la National Conference, ouvrant ainsi ses portes à la minorité hindoue.

Au moment où Gandhi lance, en 1942, contre les Britanniques, sa campagne « Quittez l'Inde », il fait de même au Cachemire où il conteste l'autorité du maharajah et réclame la souveraineté populaire. Cette lutte lui vaut d'être arrêté à plusieurs reprises. Il est nommé premier ministre après l'indépendance de l'Inde et l'intégration du Cachemire à l'Union indienne, le 26 octobre 1947. Obligé de renoncer à son rêve d'indépendance, le maharajah Hari Singh avait, au moment de l'invasion de son royaume par des tribus pakistanaïses, proclamé son ralliement à l'Inde, ouvrant ainsi une intervention militaire qui aboutissait, en janvier 1949, au partage du Cachemire. Cette question allait demeurer la principale source de discorde entre l'Inde et le Pakistan et provoquer un nouveau conflit entre ces deux pays.

Dépendant, en août 1953, soit presque un an après avoir signé avec Nehru un accord qui prévoyait un statut d'autonomie pour le Cachemire, Cheikh Abdullah était démis de ses fonctions, arrêté et jugé pour avoir « conspiré en vue d'instaurer un Etat indépendant », accusation qu'il devait nier. Libéré en avril 1954, il était arrêté de nouveau en 1955. Remis en liberté en 1963, il se voyait interdire l'accès du Cachemire en janvier 1971 et ce jusqu'en juin 1972. Il devait revenir au pouvoir en février 1975, en tant que chef du

L'EMPLOI DE DÉTENUÉS A LA CONSTRUCTION

DU GAZODUC SIBÉRIEN

« Si les faits étaient confirmés, le gouvernement français s'élèverait contre de telles iniquités » déclare M. Mitterrand

M. André Bergeron était intervenu auprès du président de la République au sujet des conditions de construction du gazoduc sibérien (1). M. François Mitterrand vient de répondre au secrétaire général de l'O.C. Nous publions ci-dessous l'essentiel de cette réponse : « Vous savez que le respect des droits de l'homme est pour moi un impératif essentiel, dont j'ai parlé à ce qu'il soit constamment pris en compte dans l'action du gouvernement. Les contacts pris jusqu'ici à diverses occasions avec les autorités soviétiques ont été mis à profit pour faire connaître nos positions en la matière et pour souligner des cas individuels. Cette action sera poursuivie.

LA TRIALATÉRALE CONDAMNE LES SANCTIONS CONTRE L'U.R.S.S.

Soulignant qu'un « commerce accru avec les pays communistes d'Europe ne mettrait pas en danger la sécurité de l'Occident », la commission trilatérale des sanctions économiques suivie par Washington contre le régime de Moscou. Dans un rapport publié en marge de l'assemblée du F.M.I. et de la Banque mondiale, ce groupe d'étude, qui réunit trois cents personnalités européennes, américaines et japonaises, plaide pour une « coexistence prudente » entre l'Est et l'Ouest. Selon ce document, l'Occident a tout à gagner à « reprendre le développement de ses échanges avec l'Est, lorsque la crise actuelle aura diminué, à condition que les contrôles sur les transferts de technologie militaire soient maintenus ». A propos de l'affaire du gazoduc sibérien, le rapport note qu'elle a eu pour « grave conséquence de diviser les alliés », une commission trilatérale estime qu'à condition qu'il y ait un accord général, le « plus important moyen de pression sur l'U.R.S.S. » est une éventuelle réduction de crédits. Toutefois, « le risque le plus grand, dans l'immédiat, ajoute-t-elle, est que les exportations de l'Est européen ne diminuent au point où cette région ne sera plus en mesure de faire face au service de sa dette extérieure ».

L'allègement des sanctions contre Dresser-France ne concerne pas Creusot-Loire et ses filiales

Le département américain du Commerce a réduit la portée des sanctions à l'exportation imposées à Dresser-France en raison de sa participation à la réalisation du gazoduc eurasiatique. En revanche, la sanction décidée contre Creusot-Loire, qui a également enfreint l'embargo technologique décrété par Washington, a été maintenue. M. B. Jay Cooper, porte-parole du département du Commerce, a annoncé que l'interdiction de vente à Dresser-France des technologies et produits américains était limitée aux seuls équipements pétroliers et gaziers liés à l'exploitation, à la production, au transport, au raffinage. Mais l'interdiction totale d'exportation reste en vigueur contre Creusot-Loire, a ajouté M. Cooper qui a précisé que les sanctions s'appliquaient désormais non seulement aux firmes concernées mais à leurs filiales dans le pays. Certains responsables américains avaient fait remarquer que les interdictions d'exportation faites à une société européenne auraient pu être contournées par la vente à des filiales agissant pour le compte de leur société mère.

LA NOUVELLE-ZÉLANDE DEMANDE LE MAINTIEN DE SES EXPORTATIONS DE BEURRE VERS L'EUROPE

M. Cooper, ministre néo-zélandais des affaires étrangères, s'est entretenu mercredi 8 septembre à Paris, dans le cadre d'une tournée des capitales de l'Europe des Dix, avec trois ministres français : MM. Chandonnager (affaires européennes), Jobart (commerce extérieur) et Mme Cresson (agriculture). Les entretiens ont surtout porté sur les affaires commerciales (la France a eu, en 1981, un déficit de 875 millions de francs avec la Nouvelle-Zélande). Les perspectives de coopération industrielle dans les secteurs minier, ferroviaire et informatique ont été évoquées, ainsi que les exportations de mouton et surtout de beurre néo-zélandais vers l'Europe. M. Cooper a demandé le maintien du contingent de beurre néo-zélandais actuellement consenti par les Dix (82 000 tonnes). M. Chandonnager, précise un communiqué du ministère des relations extérieures, a répondu que ce montant dépendrait de l'état du marché des produits laitiers, des mesures prises par la Communauté européenne et de l'attitude de la Nouvelle-Zélande dans les instances internationales à l'égard de la politique agricole européenne.

DEMAIN ?

61 % DES ETUDIANTS NE SAVENT PAS CE QU'ILS VONT FAIRE PLUS TARD*

* Extrait de l'enquête l'ETUDIANT/IPSOS
Résultats complets dans l'Almanach 82-83 de l'ETUDIANT

TWA vers et à l'intérieur des USA

New York: 2 vols quotidiens - 2995 F*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

* Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît.

TWA

DE « L'HUMANITÉ »

ont pas au gouvernement
et un pied dehors

Roland Leroy

Le document de travail du M.J.C.F. a donné lieu au « plus important document qui ait été élaboré en cette matière depuis le statut démocratique du soldat et du marin, déposé en 1979, à l'Assemblée nationale, par les parlementaires communistes ». A l'origine, il s'agit d'un texte qui a vu le jour au congrès, en juin dernier à Ivry, des jeunes communistes (Le Monde du 3 juin 1982).

Après avoir dénoncé « l'erreur et le danger des comportements antimilitaristes », qui reviennent « à désarmer moralement et matériellement les peuples et les Etats pacifiques face aux militaires », l'armée française doit, dans ces conditions, « être fondée sur la conscription, atout démocratique considérable, enjeu des luttes permanentes entre les forces réactionnaires et le mouvement démocratique ».

Favorable à la discussion nucléaire, qui « constitue aujourd'hui un enjeu très important de notre indépendance nationale », le document se prononce pour un service militaire d'un an. « Il faut être clair, est-il expliqué : réduire à six mois le service militaire reviendrait à exclure les appelés de tous les niveaux d'encadrement et de nombreux postes techniques, alors que précisément la possibilité d'accéder à ces responsabilités est une caractéristique de l'armée française qui peut contribuer de manière importante à la démocratisation et à l'enracinement profond de l'armée dans notre pays ». Réduire le service à six mois « exaucerait le souhait ardent des forces réactionnaires » en mettant les armes aux mains de professionnels.

Estimant que « des secteurs entiers de la défense nationale n'ont pas encore été touchés par les nouvelles orientations » du 10 mai 1981, le document invite « les jeunes communistes et démocrates » à prendre une part importante de responsabilité dans le fonctionnement des commissions d'unités chargées, notamment, du foyer, de l'ordinaire, de l'information et de la sécurité. « Il s'agit de demander, est-il indiqué, la prise en compte du 10 mai et, fort des instructions ministérielles, d'agir dans chaque unité pour que soient les commissions », jugées conciliables avec l'autorité du commandement.

Le M.J.C.F. demande aux jeunes communistes de chercher, pendant le service militaire, à assumer des responsabilités d'encadrement, par l'accès aux pelotons d'élèves officiers, sous-officiers et gradés de réserve.

D'autre part, le M.J.C.F. incite les recrues du contingent à « savoir apprécier la diversité d'origine, de formation, de sensibilité des appelés » et à « s'efforcer de créer un climat de solidarité entre les appelés ».

« Être communiste, ajoute le document publié par le P.C.F., demande effort et résolution, à l'armée plus qu'ailleurs, pour ne pas mettre un an entre parenthèses. Participer au service militaire, c'est participer aux changements, c'est ne pas abandonner, chaque année, deux cent quatre-vingt mille jeunes et notre défense à l'influence de la bourgeoisie ou de la pire réaction. Le jeu en vaut la chandelle. La réaction, elle, ne s'y trompe pas. Elle considère les questions militaires comme un enjeu de sa bataille contre le changement. »

Appelant leurs adhérents à devenir officiers et sous-officiers du contingent

Les Jeunesses communistes demandent « la prise en compte du 10 mai » dans les armées

Représentant l'intégralité d'un document de travail du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) sur le service militaire, la publication « Correspondance Armée-Nation », éditée par le P.C.F., demande la prise en compte du 10 mai « dans l'institution de défense, où « de nombreux blocages subsistent », et elle invite les jeunes communistes à « un engagement conscient et résolu » dans la « reconstruction » de la conscription qui est « un des enjeux de la bataille à gagner sur les forces réactionnaires ».

De l'avis de la publication du P.C.F., le travail de réflexion du M.J.C.F. a donné lieu au « plus important document qui ait été élaboré en cette matière depuis le statut démocratique du soldat et du marin, déposé en 1979, à l'Assemblée nationale, par les parlementaires communistes ». A l'origine, il s'agit d'un texte qui a vu le jour au congrès, en juin dernier à Ivry, des jeunes communistes (Le Monde du 3 juin 1982).

Après avoir dénoncé « l'erreur et le danger des comportements antimilitaristes », qui reviennent « à désarmer moralement et matériellement les peuples et les Etats pacifiques face aux militaires », l'armée française doit, dans ces conditions, « être fondée sur la conscription, atout démocratique considérable, enjeu des luttes permanentes entre les forces réactionnaires et le mouvement démocratique ».

Favorable à la discussion nucléaire, qui « constitue aujourd'hui un enjeu très important de notre indépendance nationale », le document se prononce pour un service militaire d'un an. « Il faut être clair, est-il expliqué : réduire à six mois le service militaire reviendrait à exclure les appelés de tous les niveaux d'encadrement et de nombreux postes techniques, alors que précisément la possibilité d'accéder à ces responsabilités est une caractéristique de l'armée française qui peut contribuer de manière importante à la démocratisation et à l'enracinement profond de l'armée dans notre pays ». Réduire le service à six mois « exaucerait le souhait ardent des forces réactionnaires » en mettant les armes aux mains de professionnels.

Estimant que « des secteurs entiers de la défense nationale n'ont pas encore été touchés par les nouvelles orientations » du 10 mai 1981, le document invite « les jeunes communistes et démocrates » à prendre une part importante de responsabilité dans le fonctionnement des commissions d'unités chargées, notamment, du foyer, de l'ordinaire, de l'information et de la sécurité. « Il s'agit de demander, est-il indiqué, la prise en compte du 10 mai et, fort des instructions ministérielles, d'agir dans chaque unité pour que soient les commissions », jugées conciliables avec l'autorité du commandement.

Le M.J.C.F. demande aux jeunes communistes de chercher, pendant le service militaire, à assumer des responsabilités d'encadrement, par l'accès aux pelotons d'élèves officiers, sous-officiers et gradés de réserve.

D'autre part, le M.J.C.F. incite les recrues du contingent à « savoir apprécier la diversité d'origine, de formation, de sensibilité des appelés » et à « s'efforcer de créer un climat de solidarité entre les appelés ».

« Être communiste, ajoute le document publié par le P.C.F., demande effort et résolution, à l'armée plus qu'ailleurs, pour ne pas mettre un an entre parenthèses. Participer au service militaire, c'est participer aux changements, c'est ne pas abandonner, chaque année, deux cent quatre-vingt mille jeunes et notre défense à l'influence de la bourgeoisie ou de la pire réaction. Le jeu en vaut la chandelle. La réaction, elle, ne s'y trompe pas. Elle considère les questions militaires comme un enjeu de sa bataille contre le changement. »

LE COMMUNIQUE OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 8 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Après la réunion, le communiqué suivant a été publié :

LIBAN

Le ministre des relations extérieures a rendu compte au conseil de la fin de l'opération de retrait des forces combattantes palestiniennes de Beyrouth. Le conseil a chargé le secrétaire d'État à la défense, qui se rend à Beyrouth, d'exprimer ses félicitations au général Granger et aux troupes placées sous ses ordres, qui ont rendu cette opération possible et ont contribué à son déroulement satisfaisant.

Rendant compte de la réunion du conseil des ministres, M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, a indiqué que celui-ci avait fait, à ce sujet, la déclaration suivante :

« Président de la République, chef de nos armées, j'adresse les chaleureuses félicitations du pays aux militaires français qui ont participé, avec courage, sang-froid, sans évier des responsabilités et efficacité, à la mise au jour, sur terre et sur mer, des décisions d'évacuation de Beyrouth, apportant ainsi un concours important à la paix et à la souveraineté des libanais. »

« Je n'oublie pas ceux de nos compatriotes qui servent localement, dans la FINUL et le UNIFIL devant la mémoire de l'officier français, le lieutenant-colonel Jean Biseul, qui a payé de sa vie la participation de la France à l'œuvre de paix au Proche-Orient. »

Le conseil a également marqué l'insertion du gouvernement de tout mettre en œuvre, en particulier avec les autres pays de la Communauté européenne, pour qu'un soutien important soit apporté aux autorités libanaises dans la reconstruction du pays et dans le retour à des conditions normales d'existence.

NEGOCIATIONS SOCIALES

Le premier ministre a présenté une communication sur les négociations sociales de la rentrée. Il a rendu compte de ses entretiens avec les organisations syndicales et patronales qui se sont tenues déclinées dans un climat serein et constructif.

Le premier ministre a insisté sur le rôle majeur que doit jouer le secteur public, et notamment la fonction publique, dans la lutte contre l'inflation et la recherche d'une plus grande justice sociale, par une révision sociale des salaires à la sortie du blocage et grâce à la priorité donnée aux bas salaires. Les orientations que le gouvernement entend donner à cet égard aux responsables des entreprises publiques feront l'objet d'une lettre aux ministres et secrétaires d'État, qui sera rendue publique.

Le premier ministre a, d'autre part, rappelé que les négociations, qui se déroulent actuellement entre les partenaires de l'UNEDIC, doivent impérativement assurer l'équilibre financier de l'UNEDIC jusqu'à fin 1982, grâce à des économies, à des ajustements de cotisations et à la contribution de solidarité qui sera demandée aux agents du secteur public et aux préretraités.

RECHERCHE ET INDUSTRIE

Le ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, a présenté la réorganisation de son ministère.

(Lire page 22.)

C.N.R.S.

Le ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, a fait une communication sur la réforme du C.N.R.S.

(Lire page 10.)

F.M.I.

Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte au conseil des ministres du déroulement de l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

M. DIEMER EST NOMMÉ COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DU TARN-ET-GARONNE

M. Jean-Marie Diemer, secrétaire général de la Loire, est nommé préfet, commissaire de la République du Tarn-et-Garonne en remplacement de M. Gabriel Labrumie, admis à la retraite.

[Né le 31 août 1927, à Nancy, docteur en droit, licencié de lettres, ancien élève de l'E.N.A., M. Jean-Marie Diemer est, en 1949, assistant à l'Institut français d'Immunologie, puis, en 1952, à celui de Virologie. Chargé d'enseignement au lycée français de Mayence en 1953, puis au lycée Poincaré de Nancy, en 1954, il devient, en 1958, assistant à la faculté de droit et des sciences économiques de cette même ville. Élève de l'E.N.A. de 1959 à 1961, M. Diemer est mis à la disposition du ministre d'État des affaires algériennes (M. Louis Joxe), secrétaire général des Hauts-Alpes en 1962, est nommé, en 1966, à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur. Après un passage au cabinet du ministre, M. Roger Frey, en qualité de chargé de mission, il devient chef de cabinet du secrétaire général pour la police, en février 1968, puis, en septembre, chef du bureau de contrôle administratif et financier de la région de Paris, sous-préfet de Mulhouse en 1974, sous-préfet du Havre en 1977, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration en 1978, il devient, l'année suivante, secrétaire général de la Loire.]

M. BERNARD PONS

Le 26 février dernier à Paris, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, avait lancé une « mise en garde », selon ses propres termes, en direction de « ceux qui veulent dissoudre l'esprit de défense », pour fustiger « cette propagande indigne qui tendrait à faire accorder que l'armée se situerait hors des nécessités du changement voulu par la nation ».

S'en prenant, à l'époque, à certains mouvements de soldats accusés de vouloir introduire la « lutte des classes » dans les régiments, M. Hernu avait condamné — avec fermeté et d'un ton solennel qui fut remarqué par son auditoire — tous ceux qui, à tort selon lui, reprochaient alors à l'armée de rester « sourde » ou de « n'avoir rien compris » à l'esprit du 10 mai.

Il faut croire que cette mise en garde n'a pas été entendue ou qu'elle a été oubliée. A quelques semaines d'intervalle, deux faits en témoignent.

Le P.C.F. fait savoir qu'il entend mettre « la grande question du service militaire à sa place au cœur des luttes de la nation » pour « gagner la bataille sur les forces réactionnaires » et pour « réaliser les changements auxquels aspire notre peuple ». De son côté, le P.R., protestant contre la « diminution » des crédits militaires prévus pour 1983, annonce son intention de « mener une campagne active d'explication », notamment auprès des cadres militaires, « pour dénoncer le nouvel affaiblissement de la France ».

Se trouve-t-on, aujourd'hui, face aux prémices d'une situation qui risque de se développer au point de conduire, progressivement, à une politisation de l'institution militaire vouée de part et d'autre ?

Entre l'armée des septennats précédents, jadis qualifiée de « dernier rempart de la société libérale » par un ministre de la défense maladroite, et une armée du « 10 mai », où chacun des deux camps en présence réglerait ses comptes politiques au nom d'un combat qui emporterait l'institution militaire dans la tourmente, le rôle du gouvernement actuel est de calmer le jeu.

Personne ne peut ignorer, en effet, qu'il suffit de peu pour attester à la stabilité d'une institution — au risque d'être à découvert le jour où le besoin d'en user s'en fait sentir, — et qu'il l'est, en revanche, beaucoup d'énergie et de temps pour tenter, ensuite, de la ramener sur pied.

JACQUES ISNARD.

Iseki : l'esprit de famille

ISEKI
UN VRAI SPECIALISTE

Yvan Beal

AUJOURD'HUI.

NOUS LEUR DONNONS L'INFORMATION POUR CHOISIR

G.E.G.
GROUPE ETUDIANT GÉNÉRATION

Jacques Ruffié

Traité du vivant

Ce *Traité* passionnant, un des meilleurs instruments de recavage intellectuel généralisé qu'il m'ait été donné de découvrir depuis longtemps.

Pierre Daix,
Le Quotidien de Paris.

... Le *Traité du vivant* traite de tout à l'intérieur de l'évolution à la limite des sciences de la vie et des sciences de l'homme...

Aurore Molinéro, Le Figaro.

Vous cherchez un livre qui vous permettrait de tout connaître sur Darwin, le darwinisme, le néo-darwinisme, l'antidarwinisme ? Vous voudriez tout savoir sur la science biologique, du début du XIX^e siècle aux acquis les plus récents des chercheurs français, américains, japonais ?... Un monument, une véritable somme du savoir contemporain.

Libération.

Un fabuleux récit d'aventures.

Jean Clementin,
Le Canard Enchaîné.

Le « *Traité du vivant* » de Jacques Ruffié est une somme.

Jean Dausset
(prix Nobel de Médecine),
Le Nouvel Observateur.

DANS LA MEME COLLECTION le temps des sciences

Andre Lwoff
Jeu et combat
285 pages 62 F.

Philippe Meyer
L'Homme et la sel
175 pages 49 F.

François Jacob
Le jeu des possibles
140 pages 36 F.

Ce qui fait de la biologie une science exemplaire, c'est bien, en raison de la place centrale qu'elle occupe dans le tableau des connaissances, cette incitation à ne rien laisser échapper de ce qui peut mieux faire comprendre l'homme.

Claude Levi-Strauss,
Le Nouvel Observateur.

Un livre d'une admirable densité.

Robert Clarke,
Le Matin.

Un livre extraordinaire-ment alerte et excitant pour l'esprit.

Michel Tournier,
Le Monde.

Un livre d'André Lwoff est un événement.

Joël de Rosnay,
Le Nouvel Observateur.

Une pièce nouvelle au dossier toujours chaud de l'évolution.

L'Express.

FAYARD

SCIENCES

LA RÉFORME DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

< Je demande à tous un effort pour réaliser une grande mutation >

déclare M. Jean-Pierre Chevènement

« Je demande à tous un effort pour réaliser une grande mutation », a déclaré, ce jeudi 9 septembre, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, en présentant la réforme du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et la réorganisation de son ministère. Pour le ministre, la réforme du C.N.R.S. est une « grande mutation » qui a d'abord ramené le directeur général sortant, M. Jean-Jacques Payan, qui avait à préparer cette réforme et qui s'est acquitté de sa mission de manière exemplaire, ce qui est souligné par les hautes fonctions auxquelles il est appelé, puis, sous l'autorité de M. Savary, ministre de l'éducation nationale, les responsabilités qui étaient celles de Mme Alice Saunier-Seïte. Il a ensuite présenté le nouveau directeur général du C.N.R.S.

M. Pierre Papon, un scientifique de haute valeur qui a été « une des chevilles ouvrières de la réussite du colloque national sur la recherche et la technologie » et qui aura des pouvoirs nettement marqués pour diriger le C.N.R.S.

Passant ensuite à la réorganisation de son ministère, il a indiqué que M. Roland Morin allait être nommé directeur général de la recherche et de la technologie, ce qui complètera le triumvirat constitué par M. Louis Gallois, nommé directeur général de l'industrie par le conseil des ministres, et M. Jean Syrota, qui était déjà directeur général de l'énergie et des matières premières. Il s'agit de créer « un état-major pour gagner la bataille de l'industrie, du commerce extérieur et de l'emploi ».

La volonté d'ouverture

La réforme du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) est présentée dans ses motivations et ses modalités. L'idée de base en est l'ouverture : ouverture sur les autres organismes de recherche, dans le prolongement de l'association avec les universités, instaurée au début des années 60, ou dans celui de la coopération avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Ouverture aussi vers les grandes entreprises, qui sera facilitée par la possibilité, qu'instaure la loi d'orientation et de programmation de la recherche, de créer des groupements d'intérêt public réunissant organismes de recherche publique et sociétés privées. Une direction de la valorisation et des applications de la recherche sera créée pour faciliter le transfert vers l'industrie.

Ouverture enfin vers le public, puisque la loi assigne explicitement aux chercheurs de diffuser leurs connaissances de contribuer à la formation à la recherche et par la recherche. Une direction de l'information scientifique et technique prendra en charge ces objectifs.

Autre but de la réforme : la déconcentration des pouvoirs. L'élaboration et la mise en œuvre de la politique scientifique seront confiées aux directeurs scientifiques qui, dans leurs domaines propres, seront un « département » tel que physique, biologie, sciences humaines et sociales (actuellement deux secteurs séparés mais qui ont la même question de recherche). Pour équilibrer ce pouvoir nouveau, des directeurs scientifiques, des conseils de département seront créés, formés de membres élus par les sections rattachées au département ou nommés par le ministre après avis du directeur général. Ces comités éliront leur président.

Le renforcement du pouvoir des directeurs scientifiques diminue *ipso facto* celui du directeur général qui, bénéficiaire, en contrepartie, de la suppression du poste de président du C.N.R.S., qui n'aura plus à délibérer sur les créations et suppressions des unités de recherche, ni sur la création des programmes spéciaux, redonnera un simple conseil d'administration. Il comportera des représentants du personnel.

Le directeur général assurera la direction scientifique, administrative et financière. Il créera les unités de recherche propres au C.N.R.S., répartira les moyens et pourra recevoir délégation de pouvoirs du ministre chargé de la recherche pour nommer et gérer les personnels du centre. En sens inverse, il pourra déléguer des pouvoirs au secrétaire général et aux directeurs scientifiques. Mais ceux-ci auront pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique scientifique dans le département dont ils auront la charge, ce qui imposera pratiquement cette délégation de pouvoirs. Comme le choix des directeurs scientifiques échappera au directeur général — ils seront nommés par le ministre après avis du directeur général et non sur sa proposition — il y aura un sérieux risque de conflits.

Troisième objectif : la pluridisciplinarité. Le directeur général pourra créer des programmes interdisciplinaires et nommer leurs directeurs. De même, des commissions interdisciplinaires pourront être constituées de membres élus par les sections du comité national correspondant aux disciplines concernées et de membres nommés par le ministre.

Trois commissions interdisciplinaires seront instituées pour la valorisation et les applications de la recherche, l'information scientifique et la diffusion, l'administration de la recherche. Ces commissions auront toutes les prérogatives des sections du comité national pour juger les personnels qui demandent à leur être rattachés, mais ne proposeront pas de recrutement. Il s'agit de s'assurer que les chercheurs, dont les activités correspondent au titre de ces trois commissions interdisciplinaires, ne soient pas pénalisés.

Enfin la démocratisation. Elle s'exprimera par plusieurs dispositions, comme l'entrée de représentants élus du personnel au conseil d'administration, au conseil scientifique, ou le rôle d'analyse de la conjoncture scientifique et de ses perspectives confié au comité national — dont les membres sont en majorité des élus. Plus généralement, la création de divers conseils — de département, de programme — ou de mission par deux professeurs universitaires et deux membres élus par les sections du comité national correspondant aux disciplines concernées et de membres nommés par le ministre.

● M. Jean-Jacques Payan est nommé directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche

● M. Pierre Papon devient directeur général du C.N.R.S.

Le conseil des ministres du 8 septembre, a nommé M. J.-J. Payan directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche au ministère de l'éducation nationale, en remplacement de M. Guy Orléon, qui a demandé à être déchargé de cette fonction pour reprendre ses activités scientifiques, mais qui demeure néanmoins conseiller du ministre de l'éducation nationale. M. Jean-Jacques Payan, qui était directeur général du C.N.R.S., est remplacé à ce poste par M. Pierre Papon, conseiller technique au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement.

Nommé après une crise qui décanta le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) à la fin d'octobre dernier, M. Jean-Jacques Payan était arrivé le 4 novembre au C.N.R.S. avec une mission principale : élaborer une réforme démocratique du C.N.R.S., dans la ligne des propositions qui intervenaient les semaines suivantes au cours du colloque national sur la recherche et le développement technologique (Le Monde du 8 novembre 1981). Moins d'un an plus tard, il n'en va pas à l'aveugle car la réforme est prête, mais on peut se demander s'il était nécessaire de changer de nouveau la direction du C.N.R.S. Il est possible que, par son caractère et par les circonstances de sa nomination, M. Payan soit devenu un obstacle pour M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, qui a des vues très précises et exclusives.

Le décret qui va entrer en vigueur renforce le pouvoir des directeurs scientifiques, chargés d'élaborer et de mettre en œuvre la politique scientifique dans leur domaine.

ENCORE UNE CHANCE
pour année scolaire 1982-1983

EXAMEN

Le 20 septembre, à 8 h 30

I.P.E.P.-GESTION

Toutes branches professionnelles

3 années d'études - 9 mois stages

INSCRIPTION URGENTE

160, rue du Fbg-Saint-Antoine
75011 PARIS
Tél. : 347-44-79

ING & DIJON, le 11 février 1982.
M. Pierre Papon a été élu directeur général du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) le 8 septembre 1982. Chercheur au C.N.R.S. de 1962 à 1972, directeur de sciences au 1972, il a été nommé en 1972, professeur à l'École de physique et chimie de Paris, où il a la responsabilité d'un D.S.A. (diplôme d'études approfondies) de sciences des matériaux.
Un des dirigeants du Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.-C.F.D.T.) de 1968 à 1972, un des animateurs de la commission recherche du parti socialiste, M. Papon a été, de 1975 à 1978, membre du comité consultatif pour la recherche scientifique et technique.

ÉDUCATION

La rentrée dans les établissements expérimentaux

Les trois expériences d'établissements différents — auxquelles le ministère de l'éducation nationale avait donné le feu vert en juillet dernier (« Le Monde » du 20 juillet) ont vu le jour. Le collège-lycée expérimental d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) et le lycée de l'Île d'Oléron (Charente-Maritime) ont accueilli leurs premiers élèves le 7 septembre (voir ci-dessous). Quant au centre expérimental autogéré de Paris, il avait anticipé la rentrée dans la région parisienne en commençant à fonctionner, lundi 6 septembre, dans des locaux prêtés par le lycée d'Ermenville (75).

La nouvelle donne d'Hérouville

De notre correspondant

Caen. — C'est dans le cadre baroque et suranné d'un château qu'a eu lieu, mardi 7 septembre, la rentrée au nouveau collège-lycée expérimental d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados). Tous volontaires, deux cents élèves, vingt-cinq professeurs (pour vingt-trois postes), en attendant une installation définitive dans des locaux en cours de rénovation, ont donc commencé la nouvelle expérience pédagogique originale.

L'établissement sera géré collectivement (enseignants-élèves). Les horaires et les niveaux seront décloisonnés, tous les enseignants devront un temps de présence hebdomadaire équivalent, quelle que soit leur catégorie, et le collège-lycée tentera une réelle ouverture sur l'extérieur.

Présenté officiellement au printemps dernier par une trentaine d'enseignants de lycées et collèges de Caen et de la région, le projet de création d'un établissement autonome du second degré en Basse-Normandie a retenu l'attention du ministère de l'éducation nationale. Par son sérieux, son dynamisme, mais aussi parce que la municipalité d'Hérouville a manifesté une volonté politique de le voir aboutir, souligne le maire, M. François Gendreau (P.S.), « ce projet expérimental s'inscrit dans la continuité pédagogique d'une commune qui compte déjà en maternelle et en primaire des écoles en milieu ouvert... ».

Très vite, aussi, le projet des enseignants, réunis au sein d'un groupe « pour une autre école », a reçu le soutien de parents d'élèves et d'élèves particulièrement intéressés par un nouveau type de relations avec les enseignants. Au collège-lycée expérimental d'Hérouville, les classes ont été remplacées par des « groupes de base ». Comptant chacun vingt élèves répartis selon les âges (onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept ans et plus). Chaque groupe est encadré par deux professeurs qui vont particulièrement suivre dix élèves. En fait un véritable « tutorat », qui doit venir compléter le temps pédagogique proprement dit.

Le collège-lycée expérimental va suivre les programmes classiques, mais l'évaluation du travail se fera par unités de valeur. Parallèlement les collègues et lycéens d'Hérouville ont accepté de participer à la gestion, à l'entretien des locaux et à la préparation des repas à la cantine où toute la communauté scolaire déjeunera chaque jour. Une perspective qui n'effraie pas les élèves rencontrés mardi. « Au contraire », disent Yves, Romain et Claire, heureux avant tout de « quitter l'anonymat » de leurs lycées caennais.

Pour les professeurs aussi, le changement radical. Ainsi les quatre agrégés de l'établissement, comme tous les autres enseignants, doivent assurer toute la semaine de présence hebdomadaire : dix heures pour la préparation, quinze heures pour l'enseignement, dix heures pour la concertation et le tutorat. Un précédent qui sera sans aucun doute commenté, même si, pour l'instant, il n'y a eu à ce propos aucune réaction syndicale.

Dans l'Île d'Oléron

« M » comme MARITIME

Le lycée expérimental polyvalent et maritime de Boyardville, dans l'Île d'Oléron (Charente-Maritime) a ouvert ses portes le 7 septembre avec vingt-cinq professeurs et cent dix élèves, dont seize-vingt sont originaires de l'Île ou de Mayenne. L'originalité de l'établissement est double : tout en étant rattaché administrativement au lycée technique de Pons, il fonctionne en autogestion, sans professeur, avec une équipe de « responsables ».

D'autre part, le lycée propose une série « M » comme maritime qui, dans trois ans, devrait notamment déboucher sur un « M » à l'école. Cette option maritime prévoit une initiation à la construction navale, à la navigation à voile, à la plongée-sous-marine et aussi à l'aquaculture (huîtres, palourdes) dans une « ferme marine ».

Le parc de Paris, à l'époque, n'avait pas jugé suffisantes les charges retenues contre l'attaché culturel pour ouvrir une information judiciaire et interroger M. Kassouha, qui était couvert par l'immunité diplomatique. Pour les mêmes raisons, le G.I. d'Orsay n'avait pas, de son côté, demandé son expulsion. Mais le ministre de l'Intérieur avait placé les milieux diplomatiques syriens sous surveillance, dans l'espoir de trouver une preuve de culpabilité plus accablante. — Ph. Bg.

(Publiées)
Cours du jour - du soir
PROGRAMMEUR
ANALYSE D'EXPLOITATION
PROGRAMMEUR
SUR MICRO-ORDINATEUR
Niveau exigé : Baccalauréat
POPULIER D.O.S. et D.S.
Niveau exigé : B.E.P.C. 1^{re}
FAX
École privée fondée en 1936
4, rue d'Amsterdam, Paris-8
Métro St-Lazare - Tél. 286-86-88

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.05.94
Documentation M sur demande

PRÉPARATION B.T.S.

— services informatiques
— compt et gestion des entrep.

FAX

École privée fondée en 1936
4, rue d'Amsterdam, Paris-8
Métro St-Lazare - Tél. 286-86-88

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

avec applications en temps réel
Documentation M sur demande
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Berli - 75008 Paris

16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.05.94
Documentation M sur demande

DU MEUBL
INDIVIDUE
AU GRAN
ENSEMB

VOS

BIBLIOTHEQUES R
Description générale
auteurs - 5 largeurs

Installez-v

RECEVEZ EN CAS DE NO

150 من الاموال

DU MEUBLE
INDIVIDUEL...
AU GRAND
ENSEMBLE

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

61 RUE FROIDEVAUX, PARIS 14^e

DANS
LE CATALOGUE
GRATUIT
250 MODELES
Standards, Contemporains,
Anglais...



BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES : la ligne qui respecte la tradition

Description générale

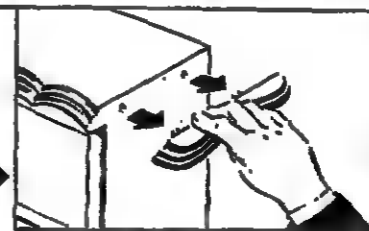
7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs - 3 essences de bois.

Vernis mat satiné, noyer. Sur en façade, moulure de style. Etagères en multiplis, montants en aggloméré, placage acajou traité ébéniste. Dessus et socle débordants. Frontons découpe style. Pieds forme: Vitres claires coulissantes ongles. Juxtaposition, simple pose, grâce système exclusif de moulures amovibles. Placage chêne ou merisier option.

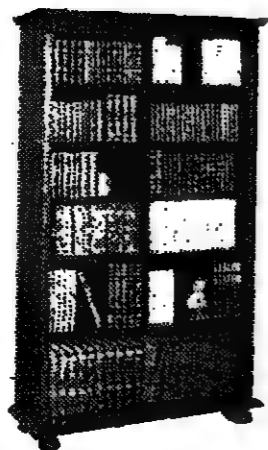
Ensemble rustique constitué la juxtaposition 7 meubles double profondeur dont 2 meubles 1/4 rond 1 meuble d'angle. Contenance: plus volumes club et grands formats.

Comment juxtaposer nos modèles rustiques :

D'un simple geste, les moulures de côté meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes. Les meubles juxtaposés par simple pose, côté côté.



Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement A DES PRIX IMBATTABLES



modèles : rustiques Louis XIII, pieds boules.

H. 198,5, L. 80 ou 118, P. 24,5. (Possibilités d'angles par 1/4 rond meuble d'angle)

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

Paris: 61, rue Froidevaux, 14^e.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption

Metro Denfert-Rochereau - Gare - Edgar-Quinet, Autobus 28 - 38 - 58 - 68

MAGASINS REGIONAUX

BORDEAUX, 10, r. Bouffard, (33) 44 20 42

CLERMONT-FERRAND,

22, r. G. Clemenceau, (73) 33 00 00

GRENOBLE, 59, r. St-Laurent, (76) 55 75

LILLE, 88, r. Esquemoise, (20) 69 59

LYON, 57, r. Jules-Nonac, (55) 79 15

LYON, 9, r. la République

(metro Hôtel-de-Ville, Louis-Pradel), (7) 38 51

MARSEILLE, 109, r. Paradis (metro Estrangin),

(31) 37 80 54

MONTPELLIER, 8, r. Serane (pres Gare),

(67) 58 19 32

NANCY, 8, rue Gambetta (pres du Palais Ducal),

(33) 33 33 33

NANTES, 18, r. Gambetta (pres r. Coulmiers), (40) 74 59 35

PARIS, 8, r. de la Chapelle (Vieille Ville), (33) 80 14 89

RENNES, 18, quai E. (pres du Musée), (33) 30 26 77

ROUEN, Front de Seine 2000, 43, r. des Charettes,

(33) 71 98 22

STRASBOURG, 11, rue Bouchers, (68) 33 73 78

TOULOUSE, 1, r. des Trois-Renards (pres place St-Sernin),

(61) 28 92 40

TUNIS, 5, r. H-Barbusse (pres des Halles), (47) 61 03 28

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS 14

Veillez m'envoyer engagement catalogue en couleurs

(hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, tentes,

contenances, prix, etc.) sur meubles STANDARDS, LIGNES,

STYLES CONTEMPORAINS, LIGNE OR, NOIRE, etc.

M

City Postal

Ville

(1) 320.73.33

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

24 H

La naissance du sabbat

Four Corn, l'apogée de la magie aux sorcières d'Inde et l'Inde est située à l'extrémité du monde. D'un côté, il suit à la trace des vieilles magies campagnardes : elle produit le maléfice ou *maleficium*, mais aussi le bienéfice ou *beneficium*, car qui peut guérir peut aussi nuire. Elle trahit la magie noire sans magie blanche. Elle est sans cesse en possession de la magie blanche et de la magie noire d'autre part. Elle ne se contente pas de faire le registre des cultures matérielles et savantes) la démonologie. Elle traque le malin. Elle assigne à l'homme la tâche de faire disparaître l'ennemi. Elle est auparavant croyant sans démon.

Mais ces gentils magiciens (qui peuvent être exception), l'idéologie « sorcellaire » est plus accréditée que jamais.

de peur qu'elle distille dans les niches.

Le docteur pourtant n'est pas qu'une âme au mort : il ne perd qu'un peu de sa puissance. Ses recherches ont bien montré que les esprits dans le bocage normand (1), le sorcier ne prêche la force d'autrui que pour mieux accroître sa sienne jusqu'à ce que survienne un accident violent dans la vie victorieuse et qui à son tour tirera du force du malheur pour le restituer à son premier propriétaire.

Les inquisiteurs et juges de la création d'une machine ou d'un objet contre les sorciers pouvait être, depuis le premier millénaire, le état de bon droit de certains clercs, d'appeler diaboliques les activités hérétiques, des juifs et de divers autres, de les condamner à tuer rituellement les enfants, d'autres à brûler. Vers 1200, les juges d'applicher cette grille de lecture aux sorciers païens. Ça avait même soupçonné ceux-ci de se métamorphoser en animaux (loup-garrot ou lézard) et de s'envoler vers des lieux magiques où ils jouaient la prospérité de leur groupe humain. Voilà que maintenant leur mensonge défructueux était prouvé, que leur mensurel même les sorciers jusqu'à un emplacement nocturne appelé asbat ; on y baïse en cérémonie le cul du diable, afin d'en devenir l'esclave.

étranges et de sorte agressive, très différents. L'extrémité des uns et des autres les massifs alpins a permis le jeu diabolique : les ts habituellement dirigés vers la « » furent les sans crier vers la galerie. Ainsi se vers 1450 le néo-concept du sac, un stéréotype qui était traité de « » diffusèrent dans toute le système et, jusqu'à petits sous le fief ou sous la plume prestigieuse de Boreg, les chasseurs de sorcières comme de la raison en face des monstres.

Le chronologie de Ginzburg n'est pas tellement différente de celle de North. Pour Ginzburg aussi, l'année 1300 paraît être le climat d'angoisse au sein de la peste noire (13) et des autres crises que la peste a suscitées. L'auteur italien passe ensuite à l'hérésie valdoise, qui à la cristallisation des stéréotypes monastiques qui enviroient les nouvelles notions du saint. On cherchait des bons hommes pour expliquer les mystères de l'époque. Les hérétiques des 1300, mais étonnantes après 1387, on les trouvait partout les juifs, les lépreux, les temples. Les sorcieriers, finalement, fournirent leur tour une cible rêvée. Faut-il dire que les idées de Ginzburg sur le sorcier de Cohn sont chronologiquement fausses. Ses livres ont une très grande valeur de référence et nul doute que les chasseurs de sorcières ne pourra désempaler.

Le prochain ouvrage sur le sabbat, Carlo Insburg annonce la parution, mettra en doute d'y être plus dans ce qui fut l'épaisse ténie de la sorcellerie.

EMMANUEL LE ROY DURIE.
• DEMONOLOGIE ET
LERIE DU MOYEN AGE. NOU-
veau Coll. Fayot. 324 pp. 120 F.

Pourquoi cette émigration du
sebast, au dernier siècle du
Moyen Age? Selon Cohn, c'est
le franc valdoise qui a permis
au franc de se déclarer. Tout
s'est joué en France, Italie, Dan-
phine, Jura et marges des
cultures allemandes et romanes.
Les Alpes, qu'elles soient helvé-
tiques, savoyardes ou françaises,
grouillaient en effet de valdois.

**UN LIVRE
SOUVERAIN**

L'anorexie frappe **jeunes** intelligentes, **séduisantes**, issues **Elle** caractérise par le refus obstiné implacable, **conduire** à une

ARTCURIIL
LIBRAIRE

L'anorexie frappe ~~des jeunes~~ ~~jeunes~~ ~~intelligentes~~, ~~elles~~ ~~for~~
sédentaires, issues ~~de~~ familles ~~riches~~
Elle ~~est~~ caractérisée par le refus obstiné
implacable, ~~de~~ nourriture, ~~qui~~ ~~ne~~
conduit à une

D'un point de vue sociologique, il est évident que l'homme est libre, culte de la personnalité exigée par le mode, ce qui dans les journaux



Impression sur papier de qualité supérieure

JULIEN GREEN
Suz
Le lieutenant Ian découvre en même temps l'amour et l'amour interdit dans une société très fermée. Pris au piège de sa passion, il essaie de

l'avouer, multiplie les malentendus et n'a d'autre secours que de provoquer en duel celui qu'il aime. Sud a pris sa place dans le théâtre universel comme une grande pièce d'amour.

JEAN GUÉHENNO
Carnets du vieil [titre]
L'auteur a vécu deux guerres et vu bien des

horreurs. Il conserva pourtant intacte son
espérance d'un monde meilleur. Ses carnets intimes
livrent cette sagesse et cette foi en l'homme.

LOUIS GUILLOUX
Angéline
Si le rouet du père d'Angéline s'arrête c'est la

misère. Pourtant ces pages rayonnent; chaque scène évoque avec délicatesse les joies simples de la vie quotidienne, des joies que l'injustice sociale et la mort mettent en péril.

KNUT HAMSON
Sous l'Étoile d'Automne

Le héros de ce roman, à l'image de son auteur, est un vagabond en quête de pair inférieure, jaloux d'indépendance et de liberté. La grande nature du Nord, l'éclat de la lumière, l'immensité des étendues, fournissent aux personnages de l'éternel passant, un cadre à la mesure de sa condition.

ERNST JÜNGER
Jardins et routes

Dans ce journal de la campagne de France, du septembre 1939 à juillet 1940, l'auteur, glorieux soldat de la guerre précédente, nous parle, non de la technique de la destruction, ni de la supériorité de la supériorité, mais de ce qui survit

après toutes les batailles. 22 F.

FRANZ KAFKA
Journal

Kafka relate tout ce qui l'envahit et l'abat : peur de ■ maladie et de la solitude, désir et crainte du mariage, haine contre le milieu familial et

religieux. Il ne perd jamais de vue la vie spirituelle dont il attend force et lumière.

YASUNARI KAWABATA.

Les belles endormies
Ce roman de l'un des plus grands romanciers japonais actuels, Prix Nobel de Littérature,

deceit la queue des vieillards en mal de plaisir.
Pour Eguchi, ces nuits passées dans la chambre
des voluptés lui permettant de se souvenir
des femmes de son passé, et de se plonger dans
de longues méditations.

Impressions d'Afrique
Les histoires qui se succèdent sont parfaitement claires : la disparition d'une fille chérie, la trahison d'une épouse, le naufrage d'un bateau sur les côtes d'Afrique. Et ces thèmes ne

sur les côtes d'Amérique, et pourtant on pressent très vite un sens caché. Roussel nous montre son offensive boîte, mais elle a un double fond et nous nous perdons dans cet entre-deux mondes.

VIRGINIA WOOLF
Orlando
Orlando traverse les siècles, accumule les sensations, dévoile les multiples facettes qui

composent notre être. La nature de l'homme et de la femme, la littérature, tout est décodé avec un prodigieux humour. 22 F

ARTCURIIL
LIBRAIRE

**UNE VRAIE LIBRAIRIE
D'ART CONTEMPORAIN**
7000 titres français
étrangers disponibles

Catalogues sur demande
Paris 8. 29.81
mardi au samedi de 10 h 30 à 13 h 30

هكذا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

	Laque	Laque T.T.C.
D'EMPLOI	71.00	71.00
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	48.00
AUTOMOBILES	56.45	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

	Laque	Laque T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40.00	47.04
OFFRES D'EMPLOI	12.00	14.10
DEMANDES D'EMPLOI	31.00	36.45
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45

* Dégressifs selon surface ou de perceptions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

Juriste d'entreprise

HF 180 000 +

Au sein de la holding d'un groupe de sociétés services, la vocation internationale, ce juriste, titulaire d'un Doctorat, Maître..., de 30 minimum, connaissant la fiscalité, parlant bien anglais, sera particulièrement chargé de la rédaction de contrats, des problèmes relevant du droit et de la législation sociale. Il agira comme conseiller interne au groupe.

L'activité de la société, la... ce poste pour une (e) juriste qualifiée(e).

CORT Merci d'écrite avec CV et photo sous réf. 2840 B Ph. Vinchon - CORT - 65, av. Kléber - 75116 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS recherche pour Mission longue durée au GABON

CHEF SERVICE INFORMATIQUE

4 à 5 ans d'expérience Formation Ingénieur (IMAG, Institut PARIS VI, ENSCM, etc.). Connaissance min 8 au niveau Système. Bonne rémunération et avantages liés à l'expatriation. Envoyer C.V. à SOFRECOM Mme DE CHERCO, 11 rue 75008 Paris. Téléphone : (1) 562-16-50.

BOSSARD CONSULTANTS

un des premiers cabinets français de conseil en management, implanté également en Espagne, et aux U.S.A., recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS (X, MINES, CENTRALE)

Envoyer C.V. photo à C. THIEBAUD, 12, rue Jean-Jaurès, 91177 PUTEAUX CEDEX.

RÉDACTEUR VIE GRANDE BRANCHE

8 ans d'expérience, recherche emploi sédentaire, compagnie ou courtage. Nationalité compositrice et informatique. Ecr. à/réf. 5330 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BARKLAYS BANK S.A.

recherche pour DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES : CLASSE IV OU V

Exige une expérience de 2 à 3 ans dans une banque internationale.

- Formation supérieure.
- Anglais courant.
- Espagnol souhaité.

manuscrits, C.V., photo et prétentions : Direction du Personnel, 33, rue de la République, 75002 PARIS.

GROUPES ARCHAT

REGIE PUBLICITE recherche pour la Revue ART ET DECORATION

CHEF DE PUB. AU FEMININ

25 à 30 ans min., 800 études supérieures, goût des contacts humains, volontaire, capable de travailler sous pression. Révis. 1^{er} objectif : développer la C.A., auprès des clients et annonceurs. Position cadre - fixe important + 4% + intéressement. Réf. 827 F.

RÉDACTEURS

ET MULTIMÉDIAS Préférence donnée à l'expérience de travail sur écran. Salaire et situation en fonction des compétences.

Ecrire avec C.V. et prétention à/réf. 8596 à L.T. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 Paris. 02, qui transmettra.

RECHERCHE ÉTUDIANTS (Paris - Province)

- Excellents vendeurs
- Horaires libres
- Rémunération élevée
- Travail en fac, école ou lycée.

Ecrire rapidement à l'OFUP / Th. Prodromou 70, rue Mouffetard 75005 PARIS CEDEX 05

JEUNE JURISTE

prendre en charge, au sein de la Direction du Personnel :

- les études juridiques et l'analyse de la réglementation sociale,
- le suivi du fonctionnement des instances représentatives (CE, DP...),
- la gestion administrative du Personnel.

Ce jeune diplômé (maîtrise en droit ou équivalent), dégageant un esprit d'initiative et une 1^{ère} expérience de la fonction Personnel.

Disposabilité : goût des contacts humains indispensables.

Lieu de travail : PARIS

Adresser dossier de candidature sous la référence 9742 à :

EXPORT

J.M. 32 ans, bilingue, exp. 15 ans en export, 12, rue Harcourt, 75001 Paris.

LES ÉDITIONS ARTHAUD

UN (E) RESPONSABLE D'ÉDITION

Rattaché (e) à la Direction d'ARTHAUD, il (elle) participera à l'élaboration de la politique éditoriale et assurera la réalisation des ouvrages, ainsi que la gestion des relations avec les auteurs et les éditeurs.

Régions : pays, aventure, mer, montagne.

Cette responsabilité implique une réelle connaissance de l'édition et de la promotion des livres.

Adresser candidature et C.V. détaillé à : ÉDITIONS ARTHAUD, 20, rue Monsieur-le-Prince - 75006 PARIS.

ASSISTANTE COMMERCIALE

25 ans min., 800 G1, une indépendance des tâches classiques de secrétaire, les relations clients par téléphone, suivi des dossiers, mailings. Réf. 827 F.

Une 1^{ère} expérience de proposition téléphonique Pressat. Agence sera un atout. Salaire X 13 + intéressement. Avantages sociaux.

MAQUETTISTE

et expérimenté pour rough, calage, etc. Tél. 387-88-48 p. R.-V.

RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE

pour le secteur 30 ans minimum. Références précises et exp. pédagogique. Se présenter uniquement le VENDREDI 10 SEPTEMBRE de 14 à 17 h. Au siège de l'association 11, rue de la Harpe - 75001 PARIS - XI - M. St-Jacques.

Logiciel de base

soucieux d'affirmer la progression de sa formation en devenant

INGÉNIEUR CONSULTANT

Il est souhaité :

- Ingénieurs et Universitaires de haut niveau, avec spécialisation informatique de type industriel.
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche/Développement (Constructeur - Institut spécialisé).
- Appétence à travailler dans un environnement d'utilisateurs performants et légitimement exigeants.

Structures d'accueil :

- Poste basé à Paris.
- Environnement d'experts (Inter-Laboratoire).
- Petites équipes. Ambiance motivante.
- Parcours professionnels multiples.

Les candidatures sont à adresser à Test-Software, 29 rue des Pyramides 75001 Paris.

Logiciel de base

Logiciel de base

REGISSEUR

Recherches pour ensemble immobilier très grand luxe

gère et reçoit. exigées.

Adr. C.V., références et lettre manuscrite à : Agence Havas Nica 47889.

(à LÉSAUVAGE) recherche 1 rédacteur en chef adjoint et 1 secrétaire de rédaction. Lieu de travail : Provence. Ecrire avec C.V., lettre et photo à : « Le Nouveau Sauvage », 5, rue de la Gare, 13400 HYÈRES.

Laboratoire universitaire situé en Alsace, recherche pour la rentrée 82/83, chimistes et physico-chimistes (y compris polyméristes) pour la préparation de thèses de doctorat. Ingénieur et de troisième cycle. Bourses d'un montant élevé. Ecr. à/réf. 8343 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

REVISEURS 1^{er} ASSISTANT-CONTRÔLEUR

DEC5 + 1

3 ans expérience cabinet.

ASSISTANTS CONFIRMÉS

DEC5 et 2 ans expérience cabinet.

Recherche FORMATEUR : Fonction : coordination administrative et pédagogique des stages de formation.

- Administrative : Calendrier de programmation ; planning des lieux de formation.
- Pédagogique : Relation avec les stagiaires ; lancement de cycles (présentation) ; évaluation ; relation avec les entreprises ; suivi des stages et de l'animation.
- Organisation : la maintenance interne.
- Travail de relations publiques.
- Travail d'équipe.

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite à : UNIVERSITÉ POPULAIRE CENTRE COMMERCIAL DES 48 50000 BELFORT.

DIRECTEUR DE COMPTABILITÉ

rompu aux procédures informatiques. Rémunération élevée pour candidat de très haut niveau.

Env. C.V. et prétentions sous réf. 035 394 M à REGIS-PROCES, 95 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

Discret et sérieux.

Grandes Bâtiments Nationaux Industrie Touristique

Leader sur son marché

cherche son

Logiciel de base

Logiciel de base

Logiciel de base

Logiciel de base

IMPORTANTE INDUSTRIE ALIMENTAIRE DAKAR

DIRECTEUR ADJOINT

si possible connaissant Afrique. Situation d'avenir.

Ecr. à/réf. 8011 PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

RESPONSABLE DU SERVICE LOGISTIQUE ET GESTION COMMERCIALE

Lyon

La filiale (+ de 4000 personnes), d'un important groupe français, spécialisée dans l'industrie électro-mécanique de très grandes séries, recherche pour faire face à son développement, un Responsable du Service Logistique et Gestion Commerciale. Dépendant de la direction de la coordination commerciale, il sera chargé principalement de :

- tenir le jour de l'activité commerciale pour l'ensemble des produits. Il devra :
- S'occuper du marketing produits, (produits marchés études concurrence relations avec les commerciaux).
- Suivre la gestion commerciale des affaires nouvelles (cahier des charges, création de prototypes, coordinations avec les bureaux d'études et services commerciaux, dossiers produits, etc.).
- Participer à l'étude des différents budgets, aux prévisions de ventes, d'activités et l'établissement des plans stratégiques, plans à 5 ans, etc.
- Etablir le tableau de marche commerciale, analyser les écarts, carnets commandes/budgets..., produits marchés..., statistiques historiques, prévisions..., classement par familles des produits, coordination des politiques produits, etc...

Ce poste stratégique au sein de l'entreprise, ne peut intéresser qu'un candidat de formation supérieure, ingénieur, âgé d'au moins 35 ans et ayant acquis une première expérience analogue dans un grand groupe industriel.

(Réf. 81157 MI)

Envoyer C.V. sous réf. 81157 M à M. C. 20, rue Chirpaz - Les Bureaux de Chaila 69130 ECULLY - Téléphone (7) 635.50.95.

JEUNES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour la DIRECTION COMMERCIALE PARIS

Technico-Commerciaux

FONCTION :

- assurer l'entretien et la consolidation des prises de commandes et marchés
- coordination développement marketing.

Déplacements fréquents France et Etranger.

Anglais exigé.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 81157 M à M. C. 20, rue Chirpaz - Les Bureaux de Chaila 69130 ECULLY - Téléphone (7) 635.50.95.

Logiciel de base

Logiciel de base

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

pierre rigollier s.a.

COMPTABLE ANALYTIQUE DÉBUTANT (E)

I.U.T. Poste à pourvoir immédiatement et pouvant évoluer vers un poste de gestion. Bonne connaissance de l'anglais. Il (elle) devra éventuellement se déplacer sur la France.

Adresser candidature et curriculum vitae à O.F.P. n° 380, 2, rue de Séze, 75009 PARIS, qui transmettra.

Logiciel de base

Logiciel de base

ÉNERGIE

AU CANADA

Les difficultés de Dome Petroleum ébranlent la « politique énergétique nationale »

De notre correspondant

Montréal. — Les banquiers canadiens retiennent leur souffle, Dome Petroleum, le fleuron de l'industrie pétrolière nationale, le pionnier de la prospection dans le Grand Nord, se trouve-t-il les fonds nécessaires pour rembourser la partie de sa dette qui vient à échéance le 30 septembre ?

L'insolvabilité de la société de Calgary (Alberta) aurait des conséquences désastreuses pour les cinq plus grandes banques du Canada et pour la « politique énergétique nationale » mise en place en octobre 1980 par le gouvernement de M. Pierre Elliott Trudeau.

Les sommes en jeu sont énormes, puisque le dette de Dome Petroleum s'élève à 8 milliards de dollars canadiens (1), et la compagnie pétrolière décline le douteux privilège d'être l'une des sociétés privées les plus endettées au monde. Après avoir suscité l'enthousiasme dans toutes les Bourses nord-américaines au cours des deux dernières années, Dome Petroleum provoque aujourd'hui l'inquiétude dans les milieux financiers.

Arborant son éternel sourire, qui l'a fait surnommer « Smiling Jack » par ses nombreux admirateurs, le président de la société canadienne, M. John Gallagher, reste malgré tout confiant. « Nous affrontons, dit-il, un problème temporaire de liquidité. Mais nous restons une société riche en matière d'actifs », M. Gallagher s'attend à un redressement très net de la situation à partir de 1983.

Cet optimisme n'est visiblement pas partagé par les banques, qui ont le sentiment de s'être engagées à la légère en acceptant sans sourciller toutes les demandes de crédit faites par Dome Petroleum. Il est vrai que cette entreprise, fondée en 1951 par M. Gallagher avec un capital de 250 000 dollars à peine, semblait vouée au succès. Après avoir investi dans l'exploitation des hydrocarbures dans la principale province productrice de pétrole, l'Alberta (85 % du pétrole produit au Canada), Dome Petroleum commença à s'intéresser au Grand Nord, en particulier à la mer de Beaufort, où le premier forage eut lieu en 1976.

Au-delà du cercle polaire, le climat très rigoureux et les mouvements de la banquise n'ont pas découragé les pionniers de la firme. D'autres sociétés pétrolières, en particulier les filiales canadiennes des groupes américains Exxon et Gulf, se sont depuis intéressées à cette région. Mais les résultats sont maigres. Il n'a pas encore été possible de prouver que les quelques gisements découverts avaient une valeur commerciale. Dome Petroleum a déjà investi 500 millions de dollars (3 milliards de francs) dans l'aventure et envisage d'en dépenser encore autant au cours des prochaines années.

Régulièrement, M. Gallagher annonçait la découverte de nouveaux indices prometteurs. On parlait d'un potentiel de plusieurs milliards de barils. Les Japonais s'intéressaient à l'affaire et offraient un crédit de 400 millions de dollars qui devra être remboursé en pétrole. Après tout, Yokohama n'est pas plus loin que Montréal, et il sera plus facile de transporter le brut vers le Japon plutôt que vers l'est du Canada. Et, surtout, le gouvernement canadien observait avec beaucoup de sympathie les activités de la société de Calgary, qui obtenait de très substantielles exonérations fiscales, véritables subventions à la prospection.

Faire vite

Pour Ottawa, l'Indépendance énergétique du Canada, qui produit déjà 75 % de ses besoins en pétrole, passe par le Grand Nord et par les gisements de l'Atlantique. Il faut faire vite, puisque, dans dix ans, les gisements de l'Alberta seront épuisés. Dome Petroleum affirme qu'il tirera 500 000 barils par jour en 1990 de la mer de Beaufort.

En octobre 1980, le gouvernement fédéral annonce une « politique énergétique nationale » qui semble avoir été faite sur mesure pour Dome Petroleum et pour la société nationale Petro-Canada. Il s'agit de porter de 25 % à 50 % d'ici à 1990 la part de l'industrie pétrolière contrôlée par des sociétés canadiennes, qui seules ont désormais droit aux dégrèvements fiscaux.

S'estimant lésées, plusieurs compagnies étrangères, en particulier Petrofina, Aquitaine et Total, cèdent leurs avoirs canadiens. Dome Petroleum rachète plusieurs sociétés américaines et provoque de sérieux remous aux États-Unis en acquérant la Hudson's Bay Oil and Gas Company

(H.B.O.G.). Coût de l'opération : près de 4 milliards de dollars. Les banques, y compris le Crédit agricole (100 millions de dollars), ne se font pas prier. Avec un actif supérieur à 10 milliards de dollars, Dome Petroleum est désormais la deuxième compagnie pétrolière canadienne, derrière Imperial Oil, la filiale d'Exxon.

Pourtant cela ne suffit pas, car la société de Calgary, bien que fondée et dirigée par des Canadiens, est en fait contrôlée à environ 60 % par des intérêts américains. Qu'à cela ne tienne, M. Gallagher crée une nouvelle société en janvier 1981, Dome Canada, dont 48 % du capital sont détenus par Dome Petroleum et 52 % par de petits actionnaires canadiens. L'empire Dome est désormais tricephale, puisqu'il existait déjà une autre société, Dome Mines, contrôlée à 39 % par Dome Petroleum. C'est l'euphorie à la Bourse de Toronto, où les actions de Dome Petroleum dépassent 25 dollars en 1981 contre 2 dollars en 1976.

L'euphorie sera de courte durée. Plusieurs facteurs négatifs, en particulier la hausse des taux d'intérêt et la baisse de la consommation de produits pétroliers, vont rendre difficile l'absorption des sociétés achetées par Dome Petroleum. Après avoir enregistré des bénéfices de 287 millions de dollars en 1980 et de 199 millions de dollars en 1981, la société canadienne annonce un déficit de plus de 63 millions de dollars pour les six premiers mois de 1982.

Rassurer

Ce dernier chiffre confirme les appréhensions des milieux financiers. Pour les rassurer et pour réduire ses difficultés de trésorerie, l'empire Dome décide de revendre certains avoirs. En juillet, il cède à deux sociétés britanniques (B.P. et Larm) ses intérêts en Indonésie, en Australie, au Brésil, en Égypte et dans quatre pays européens. Cette égrégue, en fait, la situation, car la vente s'est faite à un prix trop bas. Les actions de Dome Petroleum continuent de baisser rapidement, revenant de 26 dollars en 1981 à 3 dollars à la mi-août, avant de remonter légèrement autour de 4 dollars.

Les milieux spécialisés estiment que le gouvernement fédéral est en

partie responsable des difficultés de la société de Calgary, dont il a voulu faire le symbole de sa politique énergétique. Ils s'attendent donc que le gouvernement et les banques collaborent pour mettre sur pied un plan de sauvetage de l'entreprise avant le 30 septembre, date à laquelle Dome Petroleum devra rembourser 1 350 millions de dollars à ses créanciers.

Le gouvernement fédéral, qui a déjà un déficit budgétaire de 20 milliards de dollars et qui a été critiqué dans le passé pour avoir aidé financièrement des grosses entreprises en difficulté, comme Chrysler et Massey-Ferguson, fait cependant face à un dilemme : aider Dome Petroleum, c'est ouvrir la porte à une cascade de demandes de la part de sociétés en péril ; refuser d'intervenir, c'est accepter l'échec de la politique énergétique et mettre le système bancaire canadien en difficulté.

En fait, le gouvernement espère que Dome et ses créanciers réduiront à s'entendre sans qu'il ait à intervenir. D'où les déclarations — prudentes — et parfois contradictoires — de M. Trudeau et de son ministre de l'énergie, M. Marc Lalonde. Soucieux de ménager des contribuables déjà mis à rude épreuve, le premier ministre a déclaré le 7 septembre que le gouvernement n'avait pas l'intention de se « porter garant de Dome », et qu'il se bornait à « aider les pertes impliquées à trouver une solution ».

Toutefois, M. Lalonde, qui craint les effets désastreux qu'aurait sur sa politique énergétique la faillite de Dome Petroleum, tempère peu après les propos de M. Trudeau, en affirmant que celui-ci avait simplement écarté l'idée d'une importante aide financière directe de la part de l'État. D'autres solutions, notamment des garanties gouvernementales sur des emprunts ou sur de nouvelles actions qui ont déjà été expérimentées avec Chrysler et Massey-Ferguson, ne sont donc pas écartées. On avance même déjà un chiffre : l'État et les banques garantiront l'émission de nouvelles actions d'une valeur de 1,5 milliard de dollars canadiens.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) 1 dollar canadien = environ 6 francs.

MONNAIE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU F.M.I.

Quelques notes d'optimisme

De notre envoyé spécial

Toronto. — Si la quasi-totalité des interventions faites à la tribune de l'Assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale a reflété une inquiétude d'une intensité au moins égale au pessimisme qui s'est abattu sur la communauté des banquiers, les notes d'optimisme n'ont pas été tout à fait absentes.

Celle qu'a dispensée, dans son discours d'abord, puis dans une conférence de presse restreinte, le ministre indien des finances, M. Prabhakar Mukherjee, était protégée d'un ton tranquille. Le ministre de Mme Gandhi, chiffres à l'appui, a confirmé cette nouvelle incroyable : l'Inde ne connaît pas la récession. Et il n'a pas hésité à faire précéder son plaidoyer de la déclaration suivante : « Heureusement, un ensemble de politiques et de programmes ont été déployés, au cours des dernières années, à la fois par le Fonds et la Banque, qui apportent une partie, une large partie, de la solution qu'appellent les problèmes auxquels est confrontée l'économie mondiale. Ces politiques, permettez-moi de vous le rappeler, ont été le résultat d'un effort coordonné entre les pays développés et les pays en voie de développement. Il est vrai qu'elle restent en deçà des aspirations de ces derniers, il demeure que la direction générale qu'elles indiquent est la bonne ».

« Non seulement, l'Inde connaît un taux de croissance enviable de

4,5 % (8,5 % pour la production industrielle), mais la hausse des prix a pu être ramenée depuis 12 mois à 1 %. Reste le difficile déficit de la balance des paiements, mais l'Inde peut utiliser, selon le calendrier prévu, les ressources mises à sa disposition par le F.M.I. qui lui a consenti le plus gros prêt de son histoire : 5 milliards de dollars. »

Le premier ministre de la Jamaïque, qui est aussi ministre des finances, M. Edward Seaga, a lui aussi exposé les résultats positifs du programme en cours, appuyé également par un prêt du F.M.I. M. Seaga n'a pas caché cependant que les progrès accomplis en matière de réduction du taux, énorme de chômage étaient seulement « marginaux ». On se souvient que le gouvernement précédent, qui présidait le chef du parti socialiste, M. Manley, avait été battu aux élections à la suite de la rupture des négociations avec le Fonds monétaire.

Pour sa part le gouverneur de la Banque centrale du Brésil, M. Carlos Langoni, nous a déclaré que son pays n'avait nullement l'intention de demander un prêt au Fonds monétaire ni le reschélement de ses dettes. Il fera face à ses échéances qui s'élèvent, cette année, à quelque 17 milliards de dollars, soit 7 milliards au titre du remboursement du

principal, et 10 milliards au titre du paiement des intérêts au taux de 12 % en moyenne.

Le Brésil a besoin cette année d'emprunter sur le marché international quelque 17 milliards de dollars. Selon M. Langoni, il a déjà emprunté, entre le 1^{er} janvier et le 31 août, 13,2 milliards ; il doit donc encore se procurer d'ici la fin de l'année 4 milliards, dont 1,2 milliard sont déjà acquis par des lignes de crédit non utilisées. Restent donc 3 milliards.

Le gouverneur estime que les emprunteurs brésiliens, publics et privés, pourront obtenir les crédits correspondants. Pour lui, une des raisons pour lesquelles le Brésil, dont la dette totale atteint 80 milliards de dollars, dont 72 milliards à moyen et long terme (contre 61,4 au début de l'année) et 8 milliards de crédits commerciaux à court terme, se trouve en meilleure posture que d'autres pays gros débiteurs, et que la dette brésilienne est stable sur une période de temps relativement longue.

Cela tient à la « sage disposition » prise il y a quelques années de l'autoriser les entreprises à lancer à l'extérieur des emprunts d'une durée d'au moins huit ans. Au contraire, précisons-le, la dette mexicaine, composée en grande partie d'emprunts à court terme, est concentrée sur un petit nombre d'années. La situation de la dette argentine est intermédiaire entre celle du Mexique et celle du Brésil (laquelle a une durée moyenne actuellement de huit ans).

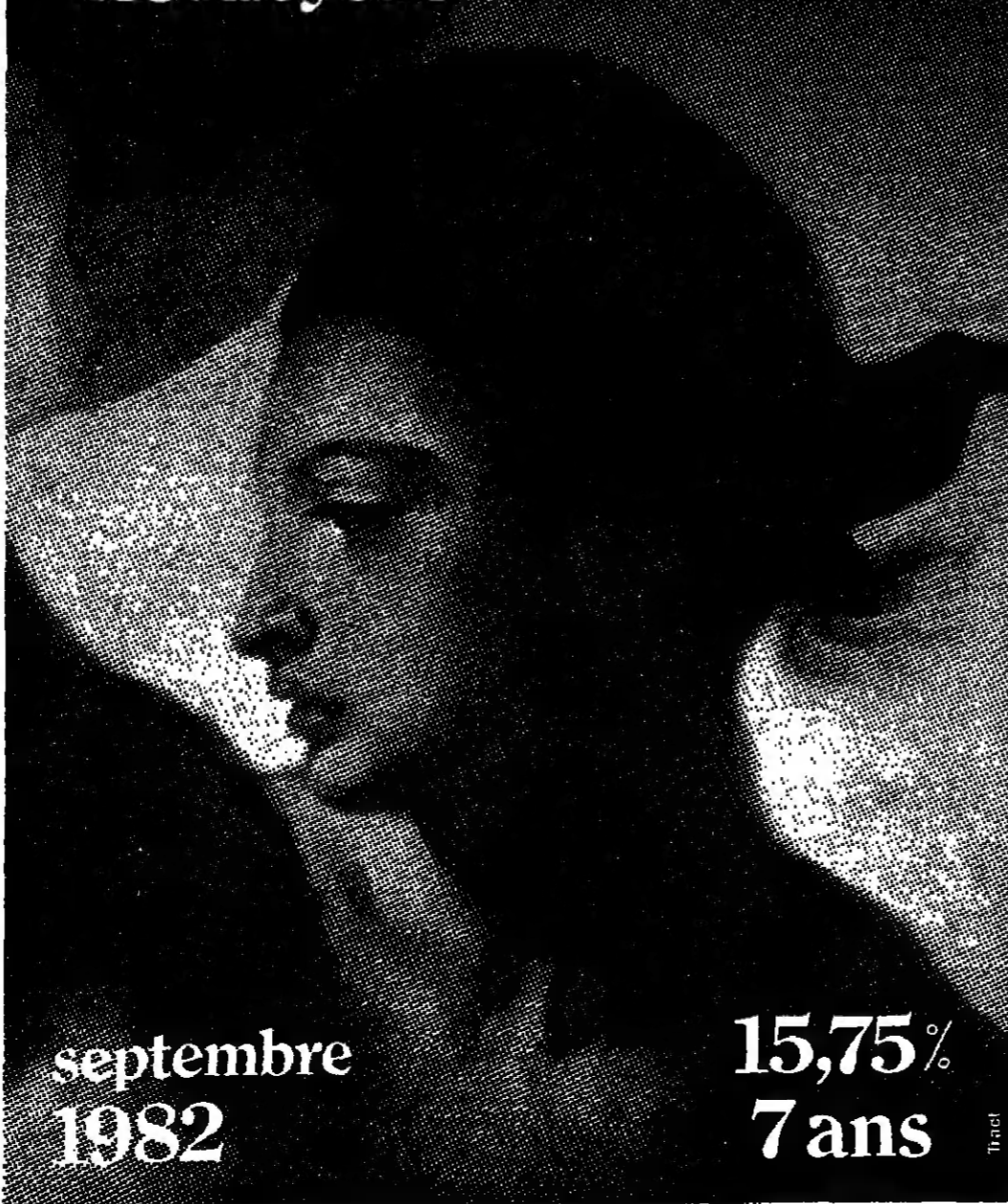
Un compte spécial

La journée du mercredi 8 septembre aura enfin été marquée par l'accord conclu entre la Banque mondiale et dix-sept pays qui, ensemble, fourniront 90 % des ressources (3,4 milliards de dollars) dont disposera l'Agence internationale de développement (A.I.D.). Pendant l'année 1984, la France avait pris l'initiative de créer un fonds spécial utilisable dès 1983, destiné à se substituer provisoirement à l'A.I.D. Cinq pays seulement l'ont suivie dans cette voie : le Canada, les trois pays scandinaves et l'Italie. Les projets financés par le fonds spécial ne pourront pas comporter des commandes passées aux entreprises américaines, puisque les États-Unis sont « responsables » de la diminution de ressources subie par l'A.I.D.

Les onze autres pays donateurs pour l'année 1984 verseront leurs contributions à un compte spécial créé auprès de l'Agence, en attendant que soient conclues les négociations qui s'ouvriront, avant la fin de 1983, sur le septième reschélement de ressources de l'association. — P.F.

● Une mission du F.M.I. se rendra en Argentine, au cours de la seconde moitié du mois de septembre, pour étudier le programme économique gouvernemental. Selon les résultats de cette mission, Buenos-Aires pourra utiliser les ressources du Fonds par un accord *stand by* ou une autre ligne de crédit en vue d'assurer le paiement de sa dette extérieure. — (A.F.P.)

Emprunt d'Etat les moyens de l'efficacité



septembre 1982

15,75% 7 ans

Part. cherche urgent maison ou hôtel particulier dans PARIS exclusivement 4', 5', 6', 7', 14', 16' (nord) avec jardin minimum 100 m2 préférence donnée à propriété ancienne (classée ou non) à restaurer Prix entre 2 et 4 M. propriétaire ou agence avec excl. Contactez de 10 à 12 heures Lundi au vendredi : 704-93-72.

PAUL FABRA.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE
Office régional Ouest du lait et des produits laitiers « OROLAIT »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé par l'Office Régional Ouest du Lait et des Produits Laitiers « OROLAIT » pour l'étude et la réalisation d'une unité laitière complète clef-en-main, dans la Wilaya de Béchar.

Cet appel d'offres international est passé conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur et à la circulaire n° 021-DGCI - IMP du 5 mai 1981 du ministère du commerce.

Les entreprises intéressées doivent, obligatoirement, retirer les cahiers des charges à l'Office Régional Ouest du Lait et des Produits Laitiers « OROLAIT », sis, 89, Avenue de l'A.N.P. Oran. (L'OROLAIT n'envoiera aucun cahier des charges par voie postale).

Le retrait des cahiers des charges se fait contre paiement de 600,00 DA.

Les offres doivent parvenir sous double pli cacheté et strictement anonyme à l'adresse sus indiquée.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « Appel d'Offres International n° 3/82 OROLAIT - A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL ».

Toute indication susceptible d'identifier le soumissionnaire entraînera le rejet, pur et simple, de l'Offre.

Les offres seront établies, obligatoirement, en langue française.

La date limite de remise des Offres est fixée à soixante (60) jours calendaires à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'Offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs Offres pendant cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des soumissions.

Le cachet de la poste faisant foi.

